

# Intervention de Michèle Vianès à la Préfecture du Rhône

## Préfecture du Rhône – Débat Identité Nationale, 22 janvier 2010 – Intervention Michèle Vianès

Regards de femmes, association loi de 1901, reconnue d'intérêt général, ONG avec statut spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU, féministe, donc qui agit pour l'égalité en droits, devoirs et

dignité des femmes et des hommes, et laïque. La laïcité est l'outil politique d'émancipation et d'autonomie des femmes par rapport aux religions et idéologies ou coutumes patriarcales. Elle favorise le vivre ensemble par delà les différences.

Notre association, confrontée aux tentatives de régression des droits des femmes menées par les machistes et autres obscurantistes cultivant ressentiment et haine de l'Autre, à commencer par les

femmes, a produit un ensemble multimédia en 2007 avec l'aide de l'Etat en région, de collectivités territoriales et de l'Acse « Les 10 mots qui font la France comprendre la citoyenneté pour vivre ensemble dans la République » pour pouvoir répondre aux offensives contre la République, ses principes et ses valeurs. Maintien dans l'ignorance de la construction des principes, perversion des mots qui les désignent rendent nécessaire de les rappeler si on souhaite favoriser le lien social entre les citoyennes et citoyens, les résidents non-nationaux et les visiteurs.

La République Française est « indivisible, laïque, démocratique et sociale ». L'Etat est garant de l'intérêt

général au dessus des intérêts particuliers, y compris collectifs-privés (groupes économiques, ethniques, géographiques, religieux, tribaux, etc.). Le lien civique doit avoir la prééminence sur tous les particularismes historiques ou religieux, sur les solidarités domestiques ou claniques. Ceci n'implique pas que ces particularismes soient éliminés, mais subordonnés aux lois de l'Etat, décidées par les représentants du peuple, élus démocratiquement.

L'exigence républicaine, opposée à l'exubérance irrationnelle des incivilités, demande à chacun et à chacune un effort sur soi : c'est l'unique moyen de faire coexister des individus qui ne partagent pas les

mêmes convictions. « L'essence d'une Nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun et aussi que tous aient oublié bien des choses. » (Ernest Renan).

La Nation est un produit de l'histoire dont l'existence n'est pas figée. Avec un idéal d'égalité civile et absolue, contre les privilèges territoriaux, sociaux, religieux, la Nation est considérée comme une communauté de citoyens, c'est-à-dire de tous ceux qui décident, par débat puis vote. La République ne repose que sur l'énergie (la Vertu) de ses citoyens qui se reconnaissent dans «un espace commun » et une communauté d'affection (Saint Just), un « nous » qui permet l'intégration psychologique, préalable à toute intégration sociale. La vie collective se construit entre citoyens qui se considèrent égaux quels que

soient leur sexe, leur origine, leur divergence d'opinions

La loi identique pour tous et le refus des privilèges et des particularismes constituent la tradition républicaine. La loi est indispensable pour que la liberté de chacun respecte celle des autres. La liberté a des limites. Une liberté sans limites engendre la loi du plus fort, du plus riche, du plus vociférant, du plus manipulateur. Dans la devise républicaine française, la liberté est associée à l'égalité et à la fraternité parce que la fraternité républicaine empêche la liberté d'engendrer des privilèges et l'égalité d'engendrer l'oppression.

La réalisation de la liberté, sa pratique politique suscitent inévitablement des tensions entre intérêts particuliers pouvant être contradictoires. La loi seule permet aux libertés des uns et des autres de cohabiter plutôt que de s'opposer, de se renforcer, même en se limitant mutuellement, plutôt que de se détruire, d'être libres ensemble. Unique moyen de faire coexister des individus qui ne partagent pas forcément les mêmes convictions, cette exigence demande à chacun et chacune un effort sur soi.